

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE)

Z.I BONNEL
BP 5
47480 Pont-Du-Casse

Références : -
Code AIOT : 0005202250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE) implanté Z.I Bonnel - BP 5 47480 Pont-du-Casse. L'inspection a été annoncée le 18/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE)
- Z.I Bonnel - BP 5 47480 Pont-du-Casse
- Code AIOT : 0005202250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'installation est un entrepôt dédié au stockage de produits phytosanitaires, soumis à autorisation et classé Seveso seuil haut. Le site comprend 16 cellules de stockage, pour une capacité totale d'environ 8 800 tonnes réparties sur une superficie d'environ 16 000 m². Il a été initialement autorisé en 1990 et est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 2010-27-1 du 27 janvier 2010 (ainsi que plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- AR - 11
- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	15 jours
3	Périodicité d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Périodicité de requalification	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
13	Aménagement et organisation du stockage de générateurs d'aérosols	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 2.5	Demande d'action corrective	3 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Caractéristiques des	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	équipements		
6	État des ESP	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
8	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.2	Sans objet
9	Situation administrative au titre des ICPE - 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
11	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
12	État des matières stockées d'information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales demandes de justificatifs et d'actions correctives formulées par l'inspection concernent :

- le suivi en service des équipements sous pressions ;
- la fiabilité et la fréquence de mise à jour de l'état des matières dangereuses stockées dans le local MA (« Matières actives ») ;
- la présence de matières combustibles / inflammables à l'intérieur ou à proximité de l'aire grillagée dédiée au stockage d'aérosols dans la cellule C7.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : [...]. III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à

pression.
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il y avait 3 équipements sous pression sur site : 3 compresseur de moins de 10 kW chacun et une chaudière gaz de 730 kW. Il n'a cependant pas présenté de liste répondant aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017, conformément à son article 6 de l'AM du 20/11/2017. Cette liste devra être tenue à la disposition de l'inspection et pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : I. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement. [...]
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que la cuve de la chaudière n'était en fait pas soumise à l'arrêté du 20 novembre 2017, la production d'eau chaude étant limitée à une température maximale de 100 °C. En revanche, d'après les informations apposées sur le vase d'expansion (fabrication en 2017, capacité de 400 L et pression maximale admissible de 6 bar), celui-ci y est assujéti. D'après leurs plaques d'identification, les cuves du compresseur destiné à la mise hors gel du réseau de RIA (fabrication en 2024, capacité de 186 L et pression maximale admissible de 11 bar) et de celle du compresseur situé à l'atelier (fabrication en 2024, capacité de 150 L et pression maximale admissible de 11 bar) sont également soumises à l'arrêté du 20 novembre 2017. Le compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1 n'a pas pu être examiné en raison de son implantation à plusieurs mètres de hauteur. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les caractéristiques de sa cuve. Toutefois, cet équipement étant similaire aux deux autres compresseurs, cette dernière est <i>a priori</i> également soumise à l'arrêté du 20 novembre 2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant intègre l'ensemble des équipements soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 à la liste

requis par son article 6, cf. point de contrôle n° 1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Périodicité d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après leurs plaques d'identification, les cuves du compresseur destiné à la mise hors gel du réseau de RIA et de celle du compresseur situé à l'atelier ont été fabriquées en 2024. Le délai maximal avant la réalisation de leur première inspection périodique n'est donc pas dépassé.</p> <p>L'exploitant n'a en revanche pas été en mesure de justifier la réalisation des visites d'inspection périodiques du vase d'expansion de la chaudière (fabrication en 2017) et de la cuve du compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1 (caractéristiques non déterminées, cf. point de contrôle n° 2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le compte rendu d'inspection périodique du vase d'expansion de la chaudière, ainsi que celui de la cuve du compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1 si le délai maximal depuis sa mise en service est dépassé. Dans le cas où celles-ci n'auraient pas été réalisées, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé au préfet de Lot-et-Garonne.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Périodicité de requalification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après leurs plaques d'identification, les cuves du compresseur destiné à la mise hors gel du réseau de RIA et de celle du compresseur situé à l'atelier ont été fabriquées en 2024, et le vase d'expansion de la chaudière en 2017. Le délai maximal avant la réalisation de leur première requalification périodique n'est donc pas dépassé.</p> <p>L'exploitant n'a en revanche pas été en mesure de justifier la réalisation de la requalification périodique de la cuve du compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1 (caractéristiques non déterminées, cf. point de contrôle n° 2).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet l'attestation de requalification périodique de la cuve du compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1 si le délai maximal depuis sa mise en service est dépassé. Dans le cas où celle-ci n'aurait pas été réalisée, un arrêté de mise en demeure sera proposé au préfet de Lot-et-Garonne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : [...] VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : À l'exception de la cuve du compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1 (inaccessible en raison de son implantation à plusieurs mètres de hauteur), l'inspection a constaté que les plaques signalétiques (ou l'étiquette en ce qui concerne le vase d'expansion de la chaudière) des équipements identifiés comme étant soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 (cf. point de contrôle n° 2) comportaient bien leurs principales caractéristiques : année de fabrication, capacité, pression maximale admissible, type de fluide...
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie qu'une plaque signalétique relative à sa cuve, et comportant les informations nécessaires, est fixée sur le compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : État des ESP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats :

À l'exception de la cuve du compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1 (inaccessible en raison de son implantation à plusieurs mètres de hauteur), l'inspection a constaté que les équipements identifiés comme étant soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 (cf. point de contrôle n° 2) étaient en bon état apparent : absence de fuite, absence de déformation, absence de corrosion sur les parties externes visibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les cuves du compresseur destiné à la mise hors gel du réseau de RIA et de celle du compresseur situé à l'atelier étaient équipées de soupapes. Les pression de tarage gravées sur celles-ci étaient égales à la pression maximale admissible de chacune des cuves.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que la cuve du compresseur situé en bout de quai à proximité de la cellule C1 (inaccessible en raison de son implantation à plusieurs mètres de hauteur) est équipée d'un accessoire de sécurité réglé au maximum à la pression maximale admissible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'installation est un entrepôt dédié au stockage de produits phytosanitaires, soumis à autorisation et classé Seveso seuil haut. Le site comprend 16 cellules de stockage, pour une capacité totale d'environ 8 800 tonnes réparties sur une superficie d'environ 16 000 m². Il a été initialement autorisé en 1990 et est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 2010-27-1 du 27 janvier 2010 (ainsi que plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires).

Les autres documents éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement n'ont pas été examinés dans le cadre de la présente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

Conformément au tableau des rubriques ICPE actualisé dans le dernier arrêté préfectoral complémentaire n° 47-2023-04-05-00001 du 5 avril 2023, l'installation est soumise au régime de l'enregistrement de la rubrique 1510 relative aux entrepôts couverts. L'exploitant a indiqué que la situation administrative de son établissement n'avait pas changé.

N° 10 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Actions nationales 2026, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté son organisation concernant l'état des matières stockées :

Un progiciel de gestion intégré (SAP ERP) héberge la fiche article de chaque produit stocké et des logiciels « satellites » gèrent l'accueil, le stockage et l'expédition des produits. Les entrées / sorties de stock sont gérées par le logiciel WMS Reflex en temps réel tandis que le logiciel Click View permet la visualisation des quantités stockées (données figées 10/11 h, 15 h, 17/18 h). Le dernier état des stocks de la journée est envoyé au responsable de site, au service HSE, et à l'adresse de secours du service HSE utilisable en cas de cyberattaque. L'ensemble de ces données sont stockées sur des serveurs localisés à plusieurs endroits différents et accessibles à distance.

Le plan des stockages est disponible dans le POI accessible au format papier, et à distance dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Des inventaires physiques sont réalisés quotidiennement :

- chaque opérateur qui prélève des produits sur un emplacement doit déclarer les quantités restantes, ce qui permet de traiter les éventuels décalage en temps réel ;*
- l'ensemble des emplacements qui ont fait l'objet d'un mouvement de produit font l'objet d'une vérification en fin de journée.*

Ces inventaires partiels ont pour objectif de justifier le respect de l'objectif « 0 erreur de commande » auprès des clients de SENITA LOGISTICS.

Des inventaires physiques annuels (voire pluriannuels en fonction des clients) sont également réalisés, plusieurs d'entre eux sous le contrôle de commissaires aux comptes.

Le contrôle par sondage réalisé par l'inspection a porté sur le dernier état des matières stockées du local MA (« Matières actives »). Les données affichées par l'exploitant au moyen du logiciel Click View, datant de 5 h 30, faisaient état de 1560 kg de produits liquides soumis à la rubrique 4510, 1160 kg de produits solides soumis à la rubrique 4110, et 200 kg de produits solides soumis à la rubrique 4510. Bien que les seuils définis dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 47-2023-04-05-00001 du 5 avril 2023 étaient dépassés (0,99 t de produits solide soumis à la rubrique 4110 et 1 t de produits soumis aux rubriques 4510/4511), l'exploitant n'avait pas connaissance de cette situation. Après investigation, les quantités stockées étaient en réalité bien moindre (environ 500 kg au total) et l'exploitant a expliqué le décalage par des problèmes informatiques :

<ul style="list-style-type: none"> - erreur de filtre sur la localisation des matières stockées du fait de l'existence d'un emplacement à l'identifiant similaire (MAT / MAD) ; - comptabilisation des quantités de matières stockées en double (celles de la veille et du jour) lors d'une extraction en début de matinée. <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté un décalage de 55 kg entre les quantités réellement stockées dans le local MA et celles enregistrées dans la base de données (cf. annexe confidentielle). Après investigation, l'exploitant a indiqué que les prélèvements étaient réalisés par les opérateurs du site de production, également situé à Pont-du-Casse, et que l'actualisation de l'état des stocks n'était en fait pas réalisée en temps réel pour le local MA (en l'occurrence avec plusieurs semaines de retard d'après la date du dernier mouvement de produit).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que l'état des matières stockées dans le local MA (« Matières actives ») soit fiable et mis à jour de manière quotidienne (matières dangereuses soumises aux rubriques 4510/4511).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, État des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1.Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a présenté le logiciel Click View utilisé pour la visualisation des quantités stockées (cf. point de contrôle n° 10). Celui-ci permet d'afficher les quantités de matières stockées par cellule, par emplacement, par mention de danger ou encore par rubrique ICPE auxquelles elles sont soumises.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : État des matières stockées d'information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2026, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>[...]</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le logiciel Click View utilisé pour la visualisation des quantités stockées (cf. point de contrôle n° 10). Celui-ci permet d'afficher les quantités de matières stockées par cellule, par emplacement, par classe de danger ou encore par famille de produit (insecticides, semences, engrais...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Aménagement et organisation du stockage de générateurs d'aérosols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Il est interdit d'entreposer dans l'aire grillagée d'autres matières combustibles.</p> <p>Une distance de sécurité de 5 mètres entre l'aire grillagée et les produits inflammables stockés dans la cellule C7 est appliquée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté la présence de palettes d'autres matières combustibles et inflammables dans l'aire grillagée dédiée au stockage d'aérosols dans la cellule C7. Des palettes de produits inflammables étaient également stockées sur le rack situé à moins de 5 m de cette aire.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de trois jours, l'exploitant retire de l'aire grillagée dédiée au stockage d'aérosols dans la cellule C7 les autres produits combustibles et inflammables. Il déplace également les produits inflammables stockés à moins de 5 m de cette aire. En cas de non respect de ce délai, un arrêté de mise en demeure sera proposé au préfet de Lot-et-Garonne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 jours</p>